

Le statut juridique de l'Antarctique et la situation juridique de l'Arctique.

Foyers de multiples activités scientifiques, les régions polaires sont également une destination touristique de plus en plus recherchée car elles offrent l'impression d'être un espace de liberté.

Le nom Arctique vient du grec ancien « arktos » qui signifie « ours » et fait référence aux constellations de la Grande Ourse et de la Petite Ourse, situées près du pôle nord céleste. L'Arctique est la région entourant le pôle nord, elle est principalement constituée d'un océan gelé entouré de terres très froides comme le Spitzberg et le Groenland.

Le nom Antarctique vient du grec ancien « antarktikos » qui signifie « opposé à l'Arctique ». Situé au pôle sud, il s'agit du sixième continent. Il est entouré de l'océan Austral et bordé par la mer de Ross et la mer de Weddell.

On parle d'un véritable statut juridique de l'Antarctique mis en place par la conclusion de nombreux traités internationaux. A contrario, il n'existe pas pour l'Arctique de statut juridique spécial en droit international car cette région n'est pas protégée par un traité comme c'est le cas de l'Antarctique. Tandis que le système de l'Antarctique est clairement déterminé en droit international, celui de l'Arctique est encore fortement évolutif c'est pourquoi on peut seulement parler de situation juridique.

Aux yeux de beaucoup, les régions polaires apparaissent encore comme de vastes zones désertiques où règne un froid intense. En raison d'une météorologie extrême et d'un isolement complet durant les mois d'hiver, ces régions sont restées presque complètement inhabitées : seules quelques peuplades occupent l'Arctique (les Inuits, les Lapons...) et l'Antarctique n'a jamais été colonisé en dehors d'expéditions menées depuis un siècle. La découverte de l'Antarctique date de 1820 alors que l'exploration de l'Arctique est bien plus ancienne et remonte à l'Antiquité.

Au départ, la conquête des pôles était avant tout une question de prestige pour les grandes nations, mais rapidement l'intérêt stratégique allait croître au cours de la Guerre Froide, avec des revendications de plus en plus pressantes de la part des Etats. Ainsi, afin d'éviter que les controverses politiques et juridiques ne dégénèrent en conflits armés, divers traités et conventions furent signés, conférant aux régions polaires un régime juridique privilégié en terme de protection.

Les changements climatiques modifient aujourd'hui l'accès aux ressources polaires, jusque là bien préservées, et les revendications des Etats se réveillent peu à peu. Chacun veut sa part du gâteau énergétique et l'exploitation des ressources polaires pourrait bien devenir un des enjeux majeurs des prochaines décennies. Les tensions montent entre Etats et la lutte pour les intérêts se fait sentir.

Il paraît alors intéressant de comparer le statut juridique de l'Antarctique et la situation juridique de l'Arctique. Quelles sont les différences au niveau juridique entre Arctique et Antarctique ? L'Antarctique et l'Arctique bénéficient-ils de la même protection juridique en droit international ? Si tel n'est pas le cas, on peut se demander si le statut juridique de l'Antarctique est transposable à l'Arctique. Enfin, quels sont les enjeux pour les Etats dans ces deux pôles ?

Force est de constater que l'Arctique et l'Antarctique ne sont pas protégés de la même manière : l'Antarctique fait l'objet d'une forte protection internationale mise en place par le traité de Washington de 1959 ainsi que par quatre traités complémentaires. Quant à la région arctique, elle est moins bien protégée car on lui applique seulement le droit coutumier de la

mer établi par la Convention de Montego Bay de 1982, et non un texte spécifique qui la protégerait mieux. Aujourd'hui, contrairement à l'Antarctique, l'Arctique n'est pas mis à l'abri des revendications territoriales des Etats qui se multiplient pourtant avec le réchauffement climatique global. La communauté internationale doit donc chercher des solutions pour assurer une meilleure protection en Arctique.

Néanmoins, on peut s'attendre dans les prochaines décennies à ce que les revendications des Etats resurgissent en Antarctique. Ainsi nous verrons d'une part l'aménagement inégal des cadres juridiques en Arctique et en Antarctique (I) et d'autre part, la recherche d'une solution profitable à la stabilité de l'Arctique (II).

I- Un aménagement inégal des cadres juridiques.

Le système juridique semble stabilisé pour l'Antarctique, qui possède un véritable statut juridique (A), mais il est surement encore évolutif pour l'Arctique (B).

A/ L'Antarctique, véritable statut juridique facteur de stabilité.

Le système antarctique constitue en droit international public une originalité dans la mesure où sa construction révèle la poursuite d'un idéal et une coopération renforcée de la société internationale. La genèse de système prend corps dans le Traité de Washington du 01.12.1959 entré en vigueur le 23.06.1961. Ce dernier peut être considéré comme le premier grand traité à vocation pacifique et technique. Le Traité est ouvert en principe à tous les Etats. Cependant le Club Antarctique composé de 44 Nations se divise deux catégories. Les parties consultatives et les parties contractantes. L'apport majeur du Traité est le gel des revendications territoriales contenu dans son article 4. L'Antarctique est donc une zone non militarisée, non nucléarisée. De plus le Traité institue un cadre de coopération scientifique et un cadre institutionnel par le biais d'organisation de réunion consultative. Cependant à partir des années 1980 des voix se sont élevées, dont celles de la Nouvelle Zélande, pour contester l'insuffisance de la réglementation relative à l'exploitation des sources minérales.

Ces suggestions ont abouti à la signature du Traité de Wellington le 02.06.1988 instituant un régime de liberté de prospection des ressources minérales de l'Antarctique sous réserve d'un mécanisme de parrainage étatique permettant la mise en œuvre d'une responsabilité objective. Les activités ne pouvant être autorisées qu'après avis d'une commission des ressources minérales de l'Antarctique et par la délivrance d'un permis d'exploitation par le Comité de réglementation. Malgré cet apport le Traité de Wellington était un Traité mort né et ce en raison du refus catégorique de la France. La France railla à sa cause d'autres pays (Italie, Belgique, Australie) que l'on désigna comme « conservationnistes ». Les revendications de ces derniers ont amené à la signature du Protocole de Madrid. En effet la dernière étape significative de la consolidation du système Antarctique est marquée par la signature du Protocole de Madrid le 04.10.1991 et entrée en vigueur le 14.01.1998. Le texte reconduit le gel des revendications territoriales pour une période de cinquante ans. L'article 25 prévoit que la levée de ce gel après expiration du délai sera soumise à des conditions très strictes. Enfin, il s'agit également de la reconnaissance effective de l'interdiction de toute exportation de ressources minérales. Pour se faire le Protocole fait peser de lourdes obligations sur les Etats contractants. Par ailleurs, il faut observer que d'autres conventions portant sur des sujets plus spécifiques ont été adoptées dans un but de complémentarité : La convention pour la protection des phoques dans l'Antarctique. Cette convention date de 1972, et a été signée à Londres.

La convention de Canberra de 1980 sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique : convention sur l'environnement.

S'il existe une véritable stabilité dans le Système Antarctique, tel n'est pas le cas concernant la région arctique.

B/ La situation juridique de l'Arctique, entre précarité et incertitude.

Contrairement à l'Antarctique, l'Arctique n'est pas un continent mais il y a malgré tout un territoire terrestre qu'on appelle le territoire Arctique constitué notamment du Spitzberg ou encore du Groenland. Il y a aussi une zone maritime qualifiée d'océan arctique qui se réchauffe représenté par la mer de Barents.

Il n'existe pas, à ce jour, d'accord international sur un partage de l'Arctique. La Convention de Genève de 1958 sur le droit de la mer comportant un certain nombre de vide juridique fut complétée par la 3^{ème} convention des Nations Unies sur le droit de la mer, signée le 10 décembre 1982 à Montego Bay (Jamaïque), qui régit pour l'instant cette région. Selon cette convention, signée par plus de 150 pays et entrée en vigueur en novembre 1994, les Etats côtiers, qui sont au nombre de huit, et formant le Conseil Arctique institué en 1996 à Ottawa (Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Russie, Suède), exercent le contrôle sur une Zone Economique Exclusive allant jusqu'à 200 milles marins (370 km) de leurs côtes et y disposent de droits exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources de cette colonne d'eau que représente la ZEE. Mais cette zone peut être étendue si les Etats peuvent prouver que leur plateau continental s'étende au delà des 200 milles nautiques. Ils ont jusqu'à mai 2009 pour déposer une requête auprès de la Commission des limites du Plateau Continental des Nations unies, qui devra se prononcer d'ici à 2020. La Russie a pris les devants dès 2001 et revendique 1,2 millions de km carrés, mais doit fournir davantage de preuves. Les Etats Unies et le Canada, de leur côté, sondent activement la topographie marine pour affuter leurs revendications.

Au-delà, la Haute Mer jouissant d'un statut international, le principe de liberté s'applique. Cela signifie que les Etats n'ont plus la possibilité d'exercer leurs droits (souverains ou exclusifs) sur cette zone qui est une zone maritime appelée « terra comunis ».

Malgré l'existence d'un Traité (Traité sur la protection des ours blancs 1973) spécifique à l'enjeu écologique de l'Arctique, et les aménagements apportés par la Convention de Montego Bay, il n'existe pas de Traité-cadre régissant les relations interétatiques dans cette zone. Dès lors on ne peut que constater la différence juridique majeure entre les deux pôles.

En effet, en dépit des espoirs qui pesaient sur la 3^{ème} Convention des Nations Unies, la situation est demeurée quasiment inchangée. Le flou juridique entourant l'Arctique n'a pas disparu et cela peut se constater à travers le fait qu'aucun Traité spécifique de portée générale n'a permis d'établir un véritable statut juridique à l'image de celui qui fut adopté en faveur de l'Antarctique.

Malgré l'hétérogénéité des situations, on ne peut, dans un souci de stabilité internationale, que rechercher une homogénéité entre les deux pôles. On ne peut, en ce sens, que s'interroger sur la solution à apporter à l'Arctique qui est l'un des enjeux majeurs du XXI^{ème} siècle.

II- La recherche d'une solution profitable à la stabilité de l'Arctique.

Dans cette optique, il pourrait apparaître, en théorie, opportun de transposer la solution

Antarctique à l'Arctique. Mais il n'en est rien dans les faits (A). En outre, confronté à une situation extrêmement complexe d'interpénétration des enjeux, on ne peut que constater un rapprochement des situations (B).

A/ Le traité Antarctique, solution inappropriée pour l'Arctique.

A la question de savoir si l'on peut appliquer un texte similaire au traité de l'Antarctique afin de solutionner les conflits juridiques de l'Arctique, la réponse n'est pas simple. En effet, on peut remarquer que l'Antarctique a vu par ce Traité se geler les revendications et autres droits territoriaux nationaux. Mais la situation de l'Antarctique, nous l'avons vu, est loin d'être celle de l'Arctique. Il faudrait dans ce cas, comme pour l'Antarctique, établir une division selon la méthode des secteurs, méthode que les gouvernements soviétique, danois, norvégiens et américains, ont, par ailleurs, toujours refusé d'appliquer dans l'optique d'une résolution des délimitations de l'Arctique. Cette division entraînerait en effet un partage de l'océan Arctique suivant les lignes de longitude partant du Pôle Nord. Le Pôle lui-même serait partagé entre le Canada, le Danemark, Etats-Unis, Norvège, et Russie. Il s'agit déjà d'un obstacle majeur car cette méthode de division serait non adaptée et non acceptée.

En effet il s'agit d'un océan et non d'un continent à l'image de l'Antarctique, ce qui constitue une difficulté supplémentaire dans la mesure où le droit de la mer s'applique en Arctique. Dans le cadre du droit de la mer, les souverainetés entrent en conflits en ce sens que les Etats cherchent à étendre leur droit à travers l'extension de leur Zone économique exclusive. Or ceci ne peut se faire que grâce à un moyen unique : apporter la preuve que leur territoire naturel (terrestre) s'étend à travers le plateau continental (les fonds marins) ce qui constitue en ce sens un enjeu fondamental. En effet, chaque Etat cherchant à obtenir une telle reconnaissance internationale, les compromis se font plus rares, voire sont totalement inexistants. En ce sens on parle bien souvent d'« extension rampante ». La France, par exemple, en Méditerranée, par la création d'une Zone de Protection Ecologique (ZPE) masque son intention d'élargir ou, très clairement de se créer une Zone Economique Exclusive. Il apparaît donc tout à clair que les Etats côtiers de l'Arctique seraient potentiellement prêts à adopter de tels comportements afin de réaliser leurs objectifs. Le comportement de la Russie en août 2007 nous le montre avec force.

Il s'agit là d'une source de contentieux permanents entraînant potentiellement une remise en cause du principe de non ingérence dans les affaires intérieures des Etats. L'empiètement dans la ZEE d'un Etat côtier à travers des missions, ou activités non consenties dans un accord bilatéral préalable serait un motif valable permettant d'invoquer la violation de son espace maritime. Force est ainsi de constater que la solution retenue pour l'Antarctique ne serait pas opportune pour l'Arctique. Les différences fondamentales entre ces deux pôles sont bien trop importantes.

Il est donc notable que, d'un point de vue juridique, les solutions applicables à l'Arctique apparaissent délicates à mettre en œuvre compte tenu de l'enjeu que représente cette zone pour les grandes puissances industrielles actuelles. En effet, on ne peut plus nier aujourd'hui, que le pôle nord est un espace majeur facteur de complexification des relations internationales.

B/ Des enjeux multiples, facteur de complexification.

Le retrait progressif de la banquise, qui s'est encore confirmé cet été, va permettre d'ouvrir les passages du Nord Ouest et du Nord Est et faire ainsi gagner des milliers de kilomètres aux navires marchands qui circulent entre l'Atlantique et le Pacifique. De même, le

dégel va faciliter l'exploitation d'énormes réserves en pétrole et en gaz.

D'après certains rapports scientifiques, la région de l'arctique recèle, sous la glace, un cinquième des réserves d'hydrocarbures non encore découvertes mais récupérables. Cette quantité de pétrole pourrait satisfaire la demande mondiale actuelle pendant 3 ans.

Avec la fonte des glaces, certains Etats souhaitent faire transiter du fret entre le Pacifique et l'Atlantique via l'Arctique. Le trajet entre l'Extrême-Orient et l'Europe pourrait par exemple être considérablement raccourci par rapport à l'itinéraire actuel, qui passe par le canal de Suez. Dans le cas d'une liaison entre Tokyo et Londres, la route arctique ne fait que 14 000 kilomètres, contre 21 000 pour la route méridionale, qui passe par la mer de Chine, l'océan Indien et la Méditerranée.

Les canaux de Suez et de Panamá fonctionnent déjà au maximum de leur capacité et, même s'ils doivent faire l'objet d'importants travaux d'élargissement et d'approfondissement, le développement des échanges économiques entre les grands pays asiatiques et le reste du monde suffira à les saturer. Le fret supplémentaire à destination de l'Europe devra soit contourner le cap de Bonne-Espérance, soit entreprendre le voyage, nettement plus court, par l'Arctique. La Chine, en particulier, espère faire emprunter cette voie à d'immenses porte-conteneurs. Ces futures nouvelles voies maritimes sont porteuses de difficultés juridiques et environnementales. La plupart des Etats arctiques réclament un droit de circulation sans entraves dans tout l'océan. La Russie, par exemple, ne se contente pas de revendiquer une extension de son plateau continental, et donc de son territoire, qui s'étendrait, selon elle, de ses côtes septentrionales jusqu'au pôle Nord. Elle exige également de pouvoir contrôler le trafic le long du passage du Nord Est, affirmant que la présence de glace pérenne est un danger pour la navigation et que dans de telles conditions la convention sur le droit de la mer autorise un Etat riverain à contrôler le trafic et à imposer des taxes. Le Canada affiche les mêmes prétentions pour le passage du Nord-Ouest. Par ailleurs, il faut noter que les Etats-Unis, bien que n'ayant pas encore leur mot à dire dans la mesure où le Congrès avait refusé la ratification de la Convention de Montego Bay, espèrent également revendiquer leur part dans ce paradis pétrolifère.

En outre, la navigation menace l'écosystème de l'Arctique, en particulier à cause du risque d'accidents, le pétrole et d'autres substances organiques se décomposant plus lentement en eau froide et dans la glace. De plus, cette dernière peut gêner les opérations de nettoyage. Les émissions de navires utilisant des carburants fossiles peuvent entraîner une salissure de la calotte, ce qui en accélérerait la fonte. Toutefois, un raccourcissement des voies de navigation pourrait sérieusement réduire la consommation de carburant et les émissions de gaz à effet de serre, surtout avec des moteurs à hydrogène ou nucléaires.

Le Conseil de l'Arctique a fait part de son inquiétude face aux dangers liés au développement de l'exploitation des ressources et du trafic maritime y compris des paquebots, désormais de plus en plus nombreux à croiser à la lisière de l'Arctique. A défaut d'une réglementation contraignante, des accidents ne manqueront pas de se produire. Mais, compte tenu des intérêts conflictuels des principaux intéressés, un accord sur de telles réglementations semble jusqu'à présent hors de portée. Les enjeux sont tels que les Etats de l'Arctique doivent, pour eux-mêmes mais surtout pour le reste du monde, mettre en place un système de réglementation détaillé de la navigation dans la région.

Il est intéressant de remarquer qu'à l'instar de la situation de l'Arctique, l'Antarctique sera vraisemblablement confronté aux mêmes problématiques. En effet, la fonte des glaces due au réchauffement climatique mondial entraînerait, à terme, l'ouverture d'une immense voie commerciale en période estivale. Ceci représenterait donc sans doute un enjeu majeur lié à la protection de l'environnement et, d'un point de vue strictement juridique, se posera certainement la question du statut à appliquer à ce vaste espace maritime dans la mesure où la nature juridique de l'Antarctique aura changé (Espace terrestre en espace maritime). Par

ailleurs, il ne faut pas oublier que dès 2048, les réserves d'hydrocarbures que recèle l'Antarctique pourront de nouveau faire l'objet de revendications de la part des Etats intéressés. Dès lors, on ne peut que redouter l'émergence d'une situation semblable à celle de l'Arctique. Pour toutes ces raisons, il apparaît que, malgré des différences fondamentales, les deux pôles sont liés.

Il est aujourd'hui tout à fait clair que les situations juridiques des deux pôles sont foncièrement différentes. Une région sud, éloignée des conflits d'Etats rivaux, encore difficile d'accès, apparaissant stabilisée dans un contexte de coopération pacifique au profit de laquelle s'est développé un véritable statut encadrant la dynamique des revendications territoriales. Une région nord, enclavée dans un espace comparable à la Méditerranée, au centre de revendications territoriales de portée souverainiste, à l'état coopération juridique, économique, politique embryonnaire. Pour ces raisons, la solution posée à l'Antarctique ne serait pas viable pour l'Arctique, et les événements de ces derniers mois ne laissent rien envisager de stable. Au contraire, dans ce qui s'apparenterait, à l'image de l'Afrique en son temps, à une course colonialiste, les solutions semblent fermées. Dans ce contexte complexe, on peut donc se demander quelles seront les Etats vainqueurs de cette course effrénée, et en ce sens quelles seront les conséquences économiques, politiques, et même environnementales dans les relations interétatiques ?